

Libéralisme, féminisme et enseignement des filles en Belgique aux 19^e-début 20^e siècles

Eliane GUBIN

DE L'INTÉRÊT DES REGARDS CROISÉS

Jusqu'ici l'enseignement des filles a retenu l'attention des historiens à divers titres : aspects politique, social, pédagogique, monographique. On dispose à ce propos de recherches importantes, parfois restées inédites¹. Par ailleurs, l'éducation des filles fait évidemment partie intégrante de l'histoire des femmes, et plus particulièrement de l'histoire du féminisme. Partout et toujours les mouvements d'émancipation ont commencé par revendiquer l'accès à l'éducation : c'est le cas du mouvement social et du mouvement linguistique, c'est aussi le cas du féminisme pour qui l'éducation des filles constitua la revendication première².

1. Il existe sur ce sujet d'excellents mémoires de licence, comme celui de Brigitte Leurquin, *Les Cours d'Éducation d'I. Gatti de Gamond 1864-1914*, Louvain-la-Neuve, mémoire de licence en histoire, UCL, 1987, dont seul un aperçu trop bref a été publié : BRIGITTE LEURQUIN, « L'enseignement secondaire laïque pour jeunes filles : les Cours d'Éducation d'Isabelle Gatti de Gamond 1864-1914 », in L. COURTOIS, J. PIROTTE & F. ROSART (dir.), *Femmes des années 80*, Louvain-La-Neuve, Academia, 1989, p. 37-41.

2. ANNE-MARIE KÄPELLI, « Scènes féministes », in GEORGES DUBY & MICHELLE PERROT (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, t. 4, Paris, Plon, 1991, p. 508 ; ELIANE GUBIN, « Le féminisme en Belgique avant 1914. De l'instruction à l'émancipation », in HANS-ULRICH JOST (dir.), *Lieux de femmes dans l'espace public 1800-1930*, (HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE, XIII), Lausanne, 1992, p. 143-158.

Cet article a pour but de suggérer l'intérêt de croiser ces deux histoires, histoire de l'enseignement et histoire des femmes, qui se développent souvent de manière parallèle. Autrement dit, de souligner ce que la perspective de genre — donnée principale en histoire des femmes — appliquée à l'histoire de l'enseignement, permet de préciser. Dans cette optique, il faut dès l'abord être attentif aux mots et à ce qu'ils signifient pour les contemporains.

UN PREMIER PRÉALABLE : LES MOTS

Dans la société du 19^e siècle, basée sur une stricte distribution des tâches et des rôles entre les hommes et les femmes, l'éducation des filles et des garçons ne s'inscrit pas dans le même cadre normatif. Les « missions sociales » des uns et des autres diffèrent totalement ; en conséquence, les finalités attribuées à leur éducation respective sont aussi divergentes. La difficulté, évidemment, est de les débusquer sous des termes identiques ; ainsi la même expression « l'émancipation par l'enseignement » est utilisée dans tous les cas, comme si son contenu était asexué et universel — alors qu'elle fait référence à des projets sociaux précis et opposés.

Certes, les historiens ne sont pas insensibles à cette question : chacun sait que la condition varie fortement au 19^e siècle selon les classes sociales mais aussi selon les sexes. Pourtant, la plupart des études sur l'enseignement féminin, après avoir rappelé la « mission » spécifique des filles, s'inscrivent dans un contexte général, le plus souvent lié à la lutte scolaire et au conflit clérical-libéral. Ce n'est pas le lieu ici de souligner toute la complexité de cet enjeu politique majeur ni les variations qu'il connaît en fonction des majorités politiques. Nous voudrions seulement rappeler combien la conception socialement utilitaire que les contemporains ont de l'enseignement pèse diversement sur l'éducation des garçons et des filles.

L'enseignement primaire est en effet longtemps considéré comme un outil de stabilité sociale, un moyen d'encadrer et d'assurer le contrôle des masses populaires, contrôle qui ne peut se faire sans l'appui du clergé. Cette conception, partagée par les libéraux comme par les catholiques, explique en partie le consensus à l'origine de la loi de 1842. La conviction que la religion (« dernière espérance du peuple » selon Frère-Orban) est nécessaire pour endiguer les remous sociaux est longtemps

prépondérante et justifie la résistance à réformer la loi Nothomb : il faut en effet 37 ans pour parvenir à la réviser à une époque où le libéralisme est par excellence un parti de gouvernement.

Pourtant, assez rapidement, des libéraux progressistes rompent ce consensus au sein de leur propre parti en assimilant désormais l'enseignement à un outil d'émancipation pour les classes laborieuses³. Mais de quelle émancipation s'agit-il ? et à qui s'adresse-t-elle ? Même si l'enseignement primaire concerne « en principe » les deux sexes (les textes parlent toujours d'« enfants »), les buts implicites poursuivis par le libéralisme progressiste excluent les filles du bénéfice social escompté. En effet cet enseignement doit déboucher sur l'émancipation politique et économique des travailleurs.

L'enseignement primaire est censé créer des citoyens sachant lire et écrire, et donc capables de remplir leur fonction électorale. L'accès d'une fraction de plus en plus large de la population au suffrage doit amener à la démocratisation des institutions et réaliser à terme ce que Paul Janson appelle « le suffrage universel éclairé » et ce que Lebeau considère déjà avant lui comme « le suffrage de l'intelligence »⁴. Les tentatives pour développer non seulement l'enseignement primaire, mais aussi un réseau d'instruction populaire, les efforts pour éduquer les ouvriers, efforts qui redoublent après le vote de la loi sur les capacitaires en 1883⁵, ne visent évidemment que les hommes. Les filles et les femmes sont exclues d'un tel processus émancipateur, quel que soit leur degré d'instruction puisque tout accès au droit de vote leur est refusé « par nature ».

Les progressistes font aussi de l'instruction un moyen pour l'ouvrier d'améliorer ses conditions de vie. La misère ouvrière est très largement rapportée à l'ignorance, c'est elle qui entraîne le travailleur dans la prodigalité, l'amoralité et l'ivrognerie et le réduit au paupérisme. Les débats sur la condition ouvrière touchent au niveau des salaires, à la formation et à la qualification,

3. Sur cet aspect : ELIANE GUBIN & PATRICK LEFÈVRE, « Obligation scolaire et société en Belgique au XIX^es. Réflexions à propos du premier projet de loi sur l'enseignement obligatoire (1883) », in *Revue belge de Philologie et d'Histoire [RBPH]*, 1985 (LXIII) n° 2, p. 332 et sv.

4. *Idem*, p. 359.

5. Sur cette loi : JACQUES LORY, « La question de la réforme électorale et la loi des capacitaires du 24 août 1883 », in *Liber Amicorum John Gilissen*, Anvers, 1983, p. 249-274.

aux conditions de travail. Une fois encore, ils concernent essentiellement les travailleurs masculins. Dès qu'on aborde la question du travail des femmes, les enjeux se déplacent et portent, non plus sur leur éventuelle émancipation économique, mais bien sur leur protection par des mesures spécifiques et sur leur nécessaire retour au foyer.

En revanche, sous la plume des premières féministes, l'éducation doit servir à libérer les femmes d'une aliénation qu'elles sont seules à subir : l'incapacité juridique imposée par le code civil. Et cette recherche de l'émancipation va de pair avec une éducation raisonnée qui doit leur permettre de prendre conscience des inégalités sexuées sanctionnées par les lois.

Sous des expressions analogues, des objectifs totalement opposés sont donc poursuivis selon qu'il s'agisse d'éducation des filles ou des garçons.

DEUXIÈME PRÉALABLE : LES CONTENUS

On s'aperçoit également que, replacés dans une perspective sexuée, les discours ne concernent ni la même classe sociale ni les mêmes degrés d'enseignement.

Par les buts que lui assignent les progressistes, les efforts éducatifs visent surtout les hommes des classes laborieuses et principalement « l'enseignement primaire ». L'enseignement, on vient de le rappeler, participe pour eux d'un vaste programme de réforme politique et sociale qui, au contraire des théories censitaires, implique à terme une participation de tous les hommes à la chose publique et une meilleure organisation des relations du travail. Il apparaît comme un moyen pacifique et légal, témoignant chez les progressistes d'une foi totale dans les bienfaits de la science et de l'éducation, avec une forte connotation moralisante.

En revanche, lorsque les libéraux se penchent sur l'éducation des filles, ils songent avant tout aux filles de « leur propre classe sociale », et principalement à leur éducation moyenne et secondaire, restée largement aux mains des congrégations religieuses⁶. La loi de 1850 qui organise

6. JOHN BARTIER, « Un siècle d'enseignement féminin. Le Lycée royal Gatti de Gamond et sa fondatrice », in *Laïcité et Franc-maçonnerie*, Bruxelles, Ed. ULB, 1981, p. 162-165.

l'enseignement moyen ne concerne en effet que les garçons et laisse l'instruction des filles à l'initiative privée, ce qui, dans le contexte belge, signifie aux congrégations catholiques comme les Sœurs de Berlaimont, de Saint-Vincent-de-Paul ou les Dames de Marie. Même les pensionnats privés laïques font une place importante à la religion, censée être indispensable pour former des épouses vertueuses⁷. Mais à mesure que le libéralisme se teinte d'accents antireligieux et que le conflit clérico-libéral s'approfondit, l'éducation religieuse des filles perd son aura de moralité pour apparaître comme un vecteur d'ignorance et de superstition.

En réalité, nous savons fort peu de chose sur l'instruction des jeunes bourgeoises⁸. Les trajectoires personnelles sont variées et il ne manque pas d'exemples de femmes instruites et cultivées — sans que l'on puisse cerner leur parcours « scolaire » avec précision. La mère d'Emile de Laveleye, Julie van Lede, née en 1799, était fort intelligente et « unissait un esprit supérieur et très cultivé à une extrême modestie ». Elle suivait de très près les études de son fils, « lisait énormément et se tenait au courant de toutes les questions qui [l']occupaient »⁹. Beaucoup plus jeune que son époux (elle a 31 ans de moins que lui), elle tient les rênes du ménage et administre rapidement elle-même les fermes¹⁰. Même chose chez les Pirmez, dans la famille de Paul Hymans... Par ailleurs, des congrégations enseignantes ont acquis un solide savoir-faire et éduquent les filles des bonnes familles, y compris libérales. Les deux sœurs d'Ernest Solvay, et sa cousine Adèle Winderickx (sa future épouse), fréquentent toutes trois le couvent des Dames Bernardines d'Equesmes, réputé pour dispenser un enseignement soigné : « littérature, arithmétique, rédaction, histoire, religion et langues étrangères... les programmes sont très

7. Il n'y avait guère que les quelques pensionnats tenus par des dames protestantes qui échappaient à l'emprise de la religion catholique.

8. Mise à part la formation normale des institutrices, grade le plus élevé auquel une jeune fille pouvait prétendre jusqu'à l'établissement d'un enseignement secondaire (inférieur) pour filles en 1881. V.PIETTE, « Un réseau informel d'éducation des filles. Pensionnats et institutrices privées à Bruxelles 1830-1860 », *Sextant*, 13-14, 2000, pp.149-178.

9. « Introduction », in EMILE DE LAVELEYE, *Lettres intimes*, Paris, 1927, p. 4, 7. La correspondance entre la mère et le fils témoigne largement de cette complicité intellectuelle.

10. *Ibidem*.

chargés »¹¹. L'institution attire une clientèle « huppée », en majorité les filles des industriels du textile du Nord de la France¹².

Quoi qu'il en soit, les exigences de la lutte politique imposent l'idée que l'éducation des filles dans les couvents constitue un frein à tout progrès, et surtout un obstacle à la diffusion des idées libérales. Dès les années 1860, le parti libéral tout entier est gagné par la nécessité d'arracher les jeunes filles « au joug des préjugés et des superstitions »¹³ et bientôt d'opposer « une concurrence complète à l'enseignement rétrograde des couvents »¹⁴. Cette exigence est encore renforcée par l'organisation de la famille bourgeoise qui délègue d'importants pouvoirs à la femme dans la sphère privée, dont celui d'élever et d'éduquer les enfants.

Dans ce domaine, l'influence des femmes varie évidemment considérablement selon les classes sociales. Aux deux extrêmes de l'échelle sociale, le rôle maternel est relativement peu marqué. Dans les classes populaires, la mise au travail précoce des enfants atténué fortement le rôle de la mère ; si son incurie notoire est vivement dénoncée par les classes dirigeantes, il faudra attendre la fin du siècle pour que des mesures — en l'occurrence, le développement des écoles ménagères — soient prises pour y remédier. Dans les classes supérieures, le rôle de la mère n'est guère plus déterminant : elle conserve surtout un rôle de représentation, l'éducation des enfants restant longtemps confiée à des mains mercenaires, nurses et gouvernantes, avant que ne soit instituée la tradition des pensionnats et des internats.

En revanche, l'influence maternelle est surtout forte dans la petite et moyenne bourgeoisie, dans cette frange sociale entièrement acquise au modèle de la famille bourgeoise et travaillée par des projets de réforme politique et des idées antireligieuses. C'est là que le « divorce » intellectuel entre des hommes acquis au libéralisme et des femmes restées sous la coupe de l'Église se pose avec le plus d'acuité au moment où la fracture idéologique dessine deux sociétés parallèles et adverses, la croyante

11. BONNIE SMITH, *Les Bourgeoises du Nord 1850-1914*, Paris, 1989, p. 134-138.

12. *Ibidem*.

13. *Bulletin de la Ligue de l'Enseignement* [désormais BLE], 1866-67, p. 223-224.

14. *Idem*, 1876-77, p. 41.

et la non croyante.

Les combats du « progrès par l'instruction » partent donc du même milieu sociologique, pour les garçons comme pour les filles, et possèdent un socle commun, l'anticléricalisme, mais leurs finalités sociales en font des luttes radicalement différentes. Cette différence explique pourquoi le combat pour l'instruction des garçons, qui véhicule le souffle de la démocratisation politique, provoque une profonde fracture entre doctrinaires et progressistes alors que la lutte pour un enseignement laïque des filles, qui n'a d'autre but que d'associer les femmes de la bourgeoisie au combat politique de leurs époux et à asseoir ainsi la suprématie libérale, réunit un large consensus au sein du parti, toutes nuances confondues¹⁵.

De leur côté, les premières féministes, issues pourtant du même milieu que les libéraux progressistes, affichent rapidement des visées propres. À la différence des hommes de leur milieu, elles sont peu sensibles à la discrimination politique, qu'elles ne soulignent pratiquement pas ; par contre, elles le sont à la hiérarchie des sexes et à la distribution des rôles, et leurs revendications rebutent pratiquement tous les hommes, à de rares exceptions près.

Comment expliquer dès lors l'alliance objective entre féministes et progressistes et leur étroite collaboration dans le domaine de l'enseignement ? Et quel est le bénéfice pour les unes et les autres d'un accord qui fait, à terme, le lit d'un féminisme structuré et organisé en Belgique ?

La question est évidemment complexe car elle doit tenir compte, à tout moment, du contexte général dans lequel s'inscrivent les revendications. Or les tempos ne sont pas les mêmes pour les garçons et les filles, il n'y a pas de toile de fond universelle et asexuée, mais des moments propices aux avancées des uns, qui ne coïncident pas nécessairement avec les moments favorables aux autres. Les périodes d'instabilité politique, par exemple, sont généralement mises à profit par les hommes pour arracher des concessions aux partis dirigeants (1848, 1886, 1893). Pour les femmes, ils inaugurent souvent des périodes de régression. Ainsi les troubles sociaux de 1886 ont permis l'avancée du POB et l'émergence d'une première législation ouvrière, tandis que les femmes, réassignées au foyer, se sont vu proposer comme idéal un enseignement ménager à tous les degrés !

15. ELIANE GUBIN, « Le féminisme en Belgique... », p. 150-151.

UNE RÉFLEXION FÉMINISTE PRÉCOCE ET STRUCTURÉE (1830-1850)

Dans les rangs féministes, l'intérêt pour une éducation « scientifique et rationnelle » des filles est très précoce. Il pointe dès les premières années de l'indépendance, à la faveur de la liberté d'enseignement (les femmes peuvent ouvrir librement des écoles) mais aussi des premiers mouvements égalitaires qui séduisent une petite fraction de la bourgeoisie urbaine et intellectuelle. C'est un courant élitiste, qui concerne un très petit nombre de femmes. Parmi celles-ci, citons Caroline Weissenbruch (fille de l'éditeur du même nom et épouse de Jean-François Tielemans¹⁶), Zoé Parent (qui épousera Constantin Héger et dirigera avec lui un pensionnat privé réputé pour demoiselles où les sœurs Brontë, Charlotte et Emily, viendront apprendre le français avant d'y enseigner l'anglais), Euphrosine Beernaert, Pauline l'Olivier, Eugénie Poulet, Fanny Abbas, Mme Giron... et les sœurs de Gamond, Zoé et Marie-Aline, future épouse de l'ingénieur Thomé¹⁷.

Elles forment un petit noyau actif de jeunes femmes cultivées dont Zoé de Gamond est le symbole et le porte-parole. Pour ces jeunes femmes, c'est le début d'un militantisme qui voit dans l'éducation des filles le levier de leur émancipation. Elles ne se bornent pas à écrire ; dès 1835, Zoé de Gamond crée, avec son amie d'enfance Eugénie Poulet, deux écoles, l'une pour instruire les ouvrières à qui elle enseigne la lecture, le calcul, l'écriture et la morale, l'autre pour former des institutrices.

Ce groupe appartient à un milieu sociologique précis, celui de la petite ou moyenne bourgeoisie urbaine, plus « dotée » de moyens intellectuels que financiers, et cette caractéristique est fondamentale. Il s'agit d'une couche ciblée de la population, où les femmes ont très vite une conscience aiguë des limites que leur impose le code civil — à la différence de la grande masse des ouvrières qui ignorent tout des principes législatifs. Cette conscience est avivée par le fait que les hommes de cette frange

16. Sur Jean-François Tielemans (1799-1888), juriste et homme politique, voir la notice de A. FRÉSON, in *Biographie nationale*, t. 25, 1930-1932, col. 246-250.

17. Joseph-Aimé Thomé (1807-1876), ingénieur français qui s'occupa du percement de l'isthme de Suez et conçut dès 1833 des projets de tunnel sous la Manche.

sociale s'élèvent dans la hiérarchie, acquièrent pouvoir et prestige grâce aux professions libérales (avocat, médecin, ingénieur...) ou à une carrière politique. Pour les filles au contraire, « le mariage était la seule carrière ouverte devant elles »¹⁸. Virginia Woolf décrit avec une extraordinaire justesse cette condition inconfortable, parfois désastreuse, de ces « filles d'hommes cultivés » qui, lorsqu'elles sont peu fortunées, sont à la merci d'un époux ou doivent entreprendre de gagner leur vie. Il n'existe alors pour elles qu'une seule issue « décente » : devenir gouvernante ou institutrice. Une Justine Guillery illustre fort bien ce parcours marqué par la différence des sexes : ses deux frères, Charles-Etienne et Hyppolite, deviennent tous deux des notables, après avoir embrassé la carrière professorale et fait de beaux mariages¹⁹, alors que Justine, pourtant femme de lettres et d'esprit — mais sans dot — reste célibataire et végète comme gouvernante²⁰.

Mais pour s'engager au service d'une famille, il faut en avoir les moyens intellectuels. Or toutes celles qui ont laissé des souvenirs témoignent des difficultés dues aux lacunes de leur éducation. Charlotte Brontë vient à Bruxelles pour perfectionner la langue française qu'elle est censée apprendre aux enfants d'une famille anglaise ; Isabelle Gatti, engagée dans une famille polonaise, « pioche » de nuit les exercices de latin qu'elle doit enseigner le lendemain ; Julie-Victoire Daubié, la première bachelière française, déplore que l'instruction des filles soit tellement sommaire qu'elle les empêche, le cas échéant, de s'engager comme institutrices²¹.

De plus, le mariage n'est pas toujours la voie royale. Zoé de Gamond en fait l'expérience. Elle épouse le peintre italien Jean-Baptiste Gatti²², sans grandes ressources et de santé fragile. C'est

18. VIRGINIA WOOLF, *Trois guinées* (1938), Paris, rééd. Des femmes, 1977, p. 89.

19. Ils épousent Adélaïde et Sophie, les deux sœurs de Louis Alvin (1806-1887), critique d'art et conservateur en chef de la Bibliothèque royale de Belgique. Voir aussi JOHN BARTIER, « Des amis inconnus de Saint-Simon, les Guillery », *Libéralisme et socialisme au XIXe siècle*, Bruxelles, Ed. ULB, 1981.

20. Nadia DOMENICONI, « Justine Guillery. Une autobiographe au XIX^e siècle », in *Sextant*, n° 10, 1998, p. 7-25.

21. JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ, *La femme pauvre au 19^e siècle* (1866), t. 1, Paris, rééd. Côté femmes, 1992, p. 130.

22. Né à Ravenne en 1801, mort à Bruxelles en 1877.

elle qui assure la survie familiale (le couple aura trois filles), d'abord par sa plume ensuite grâce à un poste d'inspectrice des écoles primaires du gouvernement²³.

Presque toutes les premières féministes appartiennent à cette catégorie sociale. Outre le fait que beaucoup sont actives dans l'enseignement, leurs idées sur l'éducation des filles sont fortement marquées par leurs expériences personnelles.

Pour Zoé de Gamond, les lois demeureront impuissantes à atténuer les inégalités tant que les mentalités ne changent pas. En totale contradiction avec les idées naturalistes de l'époque, qui assimilent la hiérarchie des sexes à une donnée immuable voulue par la Providence ou par la nature, elle affirme à diverses reprises que l'infériorité des femmes est construite par la société et repose sur des préjugés qu'il faut briser par l'éducation. Pour elle, l'éducation des filles est au cœur de toute la construction sociale : « C'est au système d'éducation qui régit les femmes que je crois pouvoir rapporter tous les maux qui, dans l'état actuel de la société, se réunissent pour aggraver leur condition »²⁴. Ses critiques sont sans appel : « L'instruction dont on les nourrit est étroite, tronquée et superficielle... non seulement tout est frivole mais tout est faux et contradictoire dans l'éducation des femmes »²⁵. Il s'ensuit une acculturation profonde qui les rend totalement inaptes à concevoir leur libération : « Ce sont les femmes leurs propres ennemies qui façonnent les chaînes dont elles se chargent, qui entretiennent les préjugés dont elles se tyrannisent »²⁶. Dans son dernier ouvrage publié en 1848, *L'Organisation du travail par l'Éducation nationale*, Zoé Gatti de Gamond expose encore un modèle de société communautaire reposant entièrement sur un système éducatif mixte et obligatoire jusqu'à 15 ans.

À chaque fois, sous sa plume, l'éducation des filles tend vers

23. Pour une biographie de Zoé de Gamond et le détail de ses activités : VALÉRIE PIETTE, « Zoé Gatti de Gamond ou les premières avancées féministes », in *RBPH*, 1999 (LXXVII) n° 2, p. 184-197.

24. Zoé de Gamond écrivit, sous le pseudonyme de Marie de G*, des lettres sur la condition féminine dès 1832 dans la *Revue encyclopédique* (Paris) . Elle les a éditées ensuite sous le titre *De la condition des femmes au 19^e siècle et de leur éducation publique et privée*, Bruxelles, 1834. La citation : *De la condition...*, p. 24.

25. *Revue encyclopédique*, 1832-33, p. 599.

26. *Idem*, p. 600

un double objectif : l'émancipation et l'indépendance économique. Dans son esprit, travail des femmes et éducation des filles sont indissolublement liés. Elle propose donc des formations selon la condition sociale, allant des écoles normales pour institutrices, où les jeunes filles des classes moyennes pourront aussi — l'incise est significative — « s'instruire sur leur condition »²⁷, en passant par une formation professionnelle pour les métiers féminins et même pour la domesticité. Mais sa préférence va à l'artisanat ou au commerce, où elle voit un véritable salut pour les femmes actives ; dans le commerce, écrite elle, les femmes sont « actives et industrieuses, utiles à leur famille et à la société, maîtresses aussi bien que les hommes, elles éprouvent en elles ce sentiment d'indépendance et de sécurité pour l'avenir qui est la véritable base du bonheur. L'émancipation n'est plus un droit illusoire, c'est un fait »²⁸.

Les événements de 1848 sonnent le glas des premiers mouvements utopistes et égalitaires et les premières féministes voient leur action s'enliser à mesure que la société bourgeoise s'affirme, impose son modèle familial, ses sphères d'activités séparées, sa division des classes, son obsession du maintien de l'ordre établi. L'éducation des filles se teinte de mièvrerie, désormais une « suave ignorance » tient lieu d'idéal et de garantie de moralité²⁹ ; « charité, piété, humilité : [voilà] toutes les vertus qui peuvent orner le cœur d'une femme »³⁰. Tous les discours convergent pour persuader les femmes qu'elles ne peuvent se réaliser que dans un complet dévouement à autrui : les filles ne doivent être animées que « de l'humble désir de rendre heureux tous ceux qui les entourent »³¹. Aux quelques accents féministes des années trente dans la revue *Esmeralda*³² succèdent les articles

27. *De la condition ...*, p. 112.

28. *Idem*, p. 21.

29. *Le Salon belge*, 1849, p. 7-8.

30. *Le Salon belge*, 1849, p. 12.

31. *Le Salon belge*, 1849, p. 7.

32. La revue, créée en 1832, avait accueilli des articles de Zoé de Gamond. Elle s'était enthousiasmée pour les œuvres de Lamartine, Eugène Sue et George Sand et se voulait un lieu de débat intellectuel (VALÉRIE PIETTE, « Zoé Gatti de Gamond... » ; ELS FLOUR, CATHERINE JACQUES & CLAUDINE MARISSAL, *Répertoire de la presse féminine et féministe en Belgique*, ELIANE GUBIN & LEEN VAN MOLLE (dir.), t. 1, Bruxelles, Inbel, 1995, p. 123-124.

ultra-conservateurs du *Salon belge*, sorte de *Point de Vue* de l'époque, ou les conseils du *Journal des Demoiselles* parisien, dont l'édition belge porte le sous-titre révélateur de « Recueil complet de broderie, tapisseries coloriées, ouvrages au crochet, tricot, filet, modes, lingerie, patrons d'habillement, littérature et musique...etc. »

L'INDISPENSABLE RENCONTRE AVEC LE LIBÉRALISME

Après l'échec de ces quelques efforts individuels, les années 1860 s'annoncent meilleures et s'ouvrent sur une ère d'efforts collectifs en faveur de l'enseignement des filles, appuyés principalement par les administrations communales des grandes villes libérales du pays. C'est la fille aînée de Zoé, Isabelle Gatti, qui réalise en partie les aspirations de sa mère. Mais quelles que soient sa conviction et son énergie, isolément, elle ne peut rien : c'est de sa rencontre avec le jeune libéralisme que naissent les Cours d'Éducation pour Jeunes Filles, fondés à Bruxelles en 1864.

Lorsqu'elle rentre en Belgique en 1861, après avoir enseigné comme gouvernante dans une famille polonaise, Isabelle Gatti est âgée d'à peine 23 ans. Il est difficile de savoir si elle est restée en contact avec d'anciennes relations de sa mère qui auraient favorisé ses projets. C'est plutôt au climat général, particulièrement favorable, qu'il faut rapporter cette première rencontre entre les idées féministes et les libéraux progressistes.

À la fin des années 1850, la lutte anticléricale s'accroît singulièrement, à la suite de l'effritement de l'unionisme, et surtout de l'excommunication des loges maçonniques par les évêques belges depuis 1837. S'agissant de l'éducation des filles, le Grand Orient pose, dès 1854, la question de « la nécessité de fournir aux filles une éducation purement rationnelle ». Mais il faut attendre la fin des années 50 pour que la question retienne réellement l'attention.

À ce moment le jeune libéralisme, issu de la moyenne bourgeoisie intellectuelle des grandes villes, s'oppose aux doctrinaires du parti, caciques de la politique mais surtout représentants du grand capitalisme industriel et financier. En phase d'ascension sociale, ces « jeunes libéraux » dénoncent en vrac toutes les inégalités, sociales, économiques, politiques, sexuelles, linguistiques et s'enthousiasment pour tous les mouvements d'émancipation. Ils soutiendront ainsi le jeune mouvement

flamand (*Vlamingen Vooruit*), tout comme ils soutiennent les quelques féministes. Avec ces dernières, le rapprochement est facilité par une origine sociale commune, des convictions anticléricales mutuelles et le désir commun de s'affirmer dans la société.

Lorsque la question de l'éducation des filles est discutée au sein de l'influente loge bruxelloise Les Amis philanthropes, deux jeunes maçons, Paul Ithier et Auguste Couvreur³³ plaident non seulement pour une meilleure éducation des filles mais aussi pour leur émancipation. Ithier surtout, ira très loin dans ses déclarations. Il dénonce les inégalités sexuées imposées par tous les codes — code civil, code pénal et code commercial. Il s'en prend au devoir d'obéissance qui soumet la femme au mari et la prive de ses droits civils. Il réclame surtout une refonte complète de l'éducation car « S'il est vrai que la femme se trouve dans cet état d'abaissement, j'affirme sans crainte d'être démenti, qu'il est dû, non pas à l'infériorité naturelle de la femme mais uniquement à la condition morale faite à celle-ci par l'homme lui-même »³⁴.

Il n'est évidemment pas suivi par les autres maçons, nettement plus conservateurs de ce point de vue. Mais il faut souligner l'existence d'un petit noyau, dont font notamment partie l'économiste Charles le Hardy de Beaulieu, l'éditeur Albert Lacroix (qui édite à ce moment les écrits jugés subversifs de Jenny d'Héricourt³⁵), Ghislain Funck, ancien fouriériste et futur échevin de l'Instruction publique de Bruxelles, Jules Tarlier ... qui se retrouveront peu après à la Ligue de l'Enseignement et dont les idées se situent à la jonction de courants éducatifs d'avant-garde et

33. Paul Ithier (1834-1898), membre fondateur de la Libre Pensée (1863), professeur à l'École Polytechnique de l'Université libre de Bruxelles. Auguste Couvreur (1827-1894), publiciste et homme politique, président de la Ligue de l'Enseignement de 1878 à 1880, Grand Maître du Grand Orient de Belgique en 1872 et 1878. Son épouse, Jessie Couvreur, d'origine anglaise, femme de lettres et correspondante au *Times*, était une ardente féministe (article nécrologique dans *La Ligue*, 1898, p. 13).

34. Cité dans ROGER DESMED, « Examen du problème de l'émancipation de la femme par la loge des Amis philanthropes vers 1860 », in *Revue de l'Université de Bruxelles*, 1977, p. 406-407.

35. Dont *La femme affranchie*, écrite en réponse aux écrits misogynes de Proudhon. C'est d'ailleurs en exil à Bruxelles, en 1859, que Proudhon commença à écrire *La Pornocratie ou la femme dans les temps modernes*, véritable sommet de misogynie qui ne sera publié qu'après sa mort (Paris, 1875).

du mouvement d'émancipation féminine. Dès 1865, Charles le Hardy de Beaulieu n'hésite pas à dénoncer les arguments naturalistes sur l'infériorité intellectuelle des filles alors que, pour lui, « cette prétendue infériorité native du sexe féminin [...] n'est que l'effet d'un système d'instruction vicieux »³⁶. Il y a donc un milieu favorable à l'émancipation des femmes, qui prolonge ses effets dans les sociétés de libre-pensée, les premières à admettre dès leur origine les adhésions féminines³⁷.

Je ne reviendrai pas ici sur les étapes qui aboutissent à la création des Cours d'Éducation pour Jeunes filles, ni sur la rencontre des autorités communales de Bruxelles et d'Isabelle Gatti de Gamond, largement balisée par Henri Bergé, homme politique libéral et professeur à l'ULB³⁸. Ces événements sont bien connus³⁹. Il est plus intéressant de s'attacher à Isabelle elle-même.

Bien qu'elle soit très jeune (elle est née à Paris en 1839), elle a déjà fait l'expérience de l'exil et du travail comme gouvernante d'enfants en Pologne. C'est son père qui l'a poussée dans la carrière d'enseignante⁴⁰, et elle succède ainsi à sa mère comme soutien de famille. L'influence de Zoé n'a probablement pas été directe. Elle est morte prématurément, alors qu'Isabelle avait à peine quinze ans, mais surtout elle ne semble pas avoir appliqué ses idées éducatives dans son propre foyer. Petites, les fillettes furent placées chez des religieuses, tandis que Zoé et son mari se lançaient dans l'expérience phalanstérienne de Cîteaux, qui tourna au désastre et ruina la famille. Ensuite, Zoé fut totalement absorbée par les soucis matériels et son désir d'écriture. Lorsque Isabelle évoque sa propre formation, elle se qualifie d'autodidacte. Mais elle voue à sa mère une admiration sans borne et publie, dès 1862, un nombre incalculable d'œuvres posthumes dans *L'Éducation de*

36. CHARLES LE HARDY DE BEAULIEU, « L'Éducation de la femme », in *Revue trimestrielle*, 1865 (XLVI), p. 130.

37. *Liber memorialis de la Libre-Pensée. Fêtes du cinquantenaire de la fondation de la Libre-Pensée de Bruxelles, 1863-1913*, Bruxelles, 1913, p. 101.

38. Sur Henri Bergé (1835-1911), chimiste et homme politique, député de Bruxelles (1870-1884) : *Nos contemporains*, Bruxelles, 1904, p. 58 et *Revue de l'ULB*, 1910-1911, p. 582-584.

39. Voir à ce propos JOHN BARTIER, « Un siècle d'enseignement féminin... ».

40. Lettre d'Isabelle Gatti à Henri Bergé, 9 octobre 1877, citée dans JOHN BARTIER, *op. cit.*, p. 169.

la Femme : de toute évidence son exemple a agi comme un aiguillon *a posteriori*.

Comme sa mère, Isabelle Gatti croit dans la primauté de faire évoluer l'enseignement sur toute autre réforme. Les collaborations qu'elle suscite et obtient pour la revue pédagogique qu'elle crée en 1862 et dont le titre se suffit à lui-même (*L'Éducation de la Femme*) attestent de ses relations avec des milieux éducatifs français, surtout parisiens⁴¹. La revue fait une large place aux travaux de Jean Macé, fondateur de la Ligue de l'Enseignement française et féministe notoire⁴². Elle est attentive à la création de la première école professionnelle pour filles créée à Paris en octobre 1862 par Elisa Lemonnier, ancienne fouriériste et présidente de la Société pour l'Enseignement professionnel des Femmes. Elle applaudit surtout au fait que l'enseignement de la religion y soit entièrement laissée aux soins des familles⁴³. On ne sait si les deux femmes, dont les itinéraires se sont croisés à différents moments, se connaissaient personnellement.

Les Cours d'Éducation créés en 1864 constituent en quelque sorte un enseignement secondaire de type général⁴⁴, mais l'époque est aussi favorable à l'enseignement professionnel des filles, symbolisé et concrétisé par l'Association pour l'Enseignement professionnel des Femmes et animée par le banquier libéral philanthrope Jonathan Bisshoffsheim⁴⁵. Le premier institut, combinant à la fois des matières générales et un apprentissage professionnel, est fondé à Bruxelles, la même année 1864⁴⁶. Adopté par la ville de Bruxelles dès 1868, il rencontre un

41. Sur cet aspect : ELIANE GUBIN, VALÉRIE PIETTE & CATHERINE JACQUES, « Les féminismes belge et français de 1830 à 1914. Une approche comparée », in *Le Mouvement social*, n° 178, 1996, p. 37-45.

42. Il avait notamment soutenu la candidature de la saint-simonienne Jeanne Deroin aux élections législatives de 1849 (MICHÈLE RIOT-SARCEY, *La démocratie à l'épreuve des femmes*, Paris, Albin Michel, 1994, p. 245).

43. *L'Éducation de la Femme*, 1862, p. 455-460 et 1863, p. 193-196 et 457-459.

44. La même expérience est reproduite avec succès dans d'autres grandes villes libérales comme Anvers, Mons, Liège et Gand notamment.

45. Sur Jonathan Bisshoffsheim (1808-1883) : GINETTE KURGAN, SERGE JAUMAIN & VALÉRIE MONTENS (dir.) *Dictionnaire des patrons belges*, Bruxelles, De Boeck et Larcier, 1996, p. 53-55.

46. M. DE VREESE, « L'Association pour l'enseignement professionnel des femmes et les débuts de l'école Bisshoffsheim à Bruxelles 1864-1868 », in

franc succès et deux nouveaux établissements sont créés dans la foulée, l'école professionnelle B (futur Institut Funck) en 1873, l'école professionnelle C (futur Institut Couvreur) en 1878⁴⁷.

Les élèves ciblées sont très explicitement les jeunes filles des classes moyennes qui seraient amenées un jour à travailler. Elles pourront ainsi « se créer le plus tôt possible une position indépendante » et former « plus tard des femmes honnêtes et utiles à la société »⁴⁸. Même le Cours d'Éducation pour Jeunes Filles est gagné par ce souci utilitaire : en 1867, un Cours spécial y est joint, qui forme en deux ans « des femmes capables de se rendre utiles dans une maison de commerce »⁴⁹. Ce but rejoint le vœu émis naguère par Zoé de Gamond et celui d'Isabelle Gatti pour qui l'instruction est « un gage de vertu et d'indépendance » et doit fournir à la femme « des armes contre l'isolement, la misère. Il faut que la femme sache se suffire à elle-même, se rendre utile aux autres, guider l'enfant, soutenir l'homme »⁵⁰. L'ordre dans l'énumération est révélateur.

L'évolution politique resserre encore les liens féministes et libéraux. En 1870, les catholiques, revenus aux affaires, déclenchent une campagne contre les établissements d'enseignement laïques pour filles, les « écoles sans Dieu », campagne dont la violence suscite une contre-offensive libérale. Dès 1871, une Association pour l'Encouragement de l'Instruction et de l'Éducation des Filles et des Femmes est fondée ; elle est chargée de recueillir des souscriptions en faveur des établissements attaqués par les catholiques⁵¹. De son côté, le Denier des Écoles

Revue belge d'Histoire contemporaine [RBHC], 1991 (XXII) n° 3-4, p. 625-655.

47. Sur cet enseignement : DOMINIQUE GROOTAERS (avec la coll. de FRANCIS TILMAN), *Histoire de l'enseignement technique et professionnel en Belgique 1860-1960*, Bruxelles, EVO, s.d., p. 73-75. Voir aussi *BLE*, 1865-66, p. 284 ; 1866-667, p. 113-114 et 1867-68, p. 203 et VIVIANE STARCK, « L'enseignement professionnel laïque féminin », in YOLANDE MENDES DA COSTA & ANNE MORELLI (dir.), *Femmes, libertés, laïcité*, Bruxelles, Ed. ULB, 1989, p. 34-35.

48. Discours de Funck reproduit dans *BLE*, 1873-74, p. 46. Il est intéressant de souligner ici que Funck fait allusion à l'utilité des femmes « dans la société » et non plus seulement dans la famille.

49. *Bulletin communal de Bruxelles*, 1869 (II), p. 164-165.

50. *L'Education de la Femme*, 1^{er} mai 1862, p. 131.

51. *BLE*, 1871-1872, p. 105.

favorise l'ouverture de cours moyens pour filles. Vers 1875, dix-sept villes du pays disposent d'un tel enseignement.

Paradoxalement, les attaques à boulets rouges du parti catholique stimulent donc le développement de l'enseignement laïque féminin. Sa défense fait désormais partie de la lutte politique et lui rallie sans réserve toutes les voix du parti libéral, même les plus conservatrices qui n'avaient adhéré initialement au projet que du bout des lèvres. La nécessité de faire front, face aux attaques catholiques, jointe à celle de ne le laisser entrevoir aucune brèche dans l'alliance entre féministes et libéraux, permet à Isabelle Gatti d'obtenir plus que ce que l'administration communale n'était disposée à lui accorder à l'origine.

En matière d'éducation en effet, les idées d'Isabelle sont bien plus radicales que celles du Collège échevinal. Elle entend faire des filles les égales des garçons par une instruction analogue. « Le préjugé seul, affirme-t-elle, a dicté d'avance les caractères de l'espèce homme et de l'espèce femme »⁵². Toute discrimination éducative cache en réalité « la recherche obstinée de l'infériorité d'un sexe vis-à-vis de l'autre, [recherche] inspirée par de secrètes pensées d'oppression et d'exploitation »⁵³. En tant que directrice des Cours d'Éducation, elle doit évidemment composer avec les autorités communales, mais elle en obtient beaucoup, dans des confrontations parfois mémorables⁵⁴ ; elle impose progressivement l'étude des langues étrangères, des sciences naturelles, de la physique, de la chimie, de la philosophie de l'histoire...⁵⁵. Ses disciples persévèrent dans cette voie : en 1912 encore, Lilly Carter, qui dirige les Cours d'Éducation C (1907), défend chaudement son programme, chargé sans doute, mais indispensable pour permettre aux jeunes filles de décrocher les meilleures places, y compris dans l'enseignement⁵⁶.

Ce front commun, soudé par la lutte anticléricale, masque momentanément les tensions et les divergences d'objectifs. Dans le parti libéral, en effet, beaucoup de membres restent attachés à la

52. ISABELLE GATTI DE GAMOND, « La coéducation des sexes » in *Education et féminisme*, Bruxelles/Paris, 1907, p. 115.

53. *Les Cahiers féministes*, 15 avril 1903, p. 4.

54. JOHN BARTIER, « Un siècle d'enseignement... », p. 181 et 187.

55. Sur ces programmes : BRIGITTE LEURQUIN, *op. cit.*

56. Lettre de Lilly Carter à Emile Jacqmain, 2 décembre 1912 (ARCHIVES DE LA VILLE DE BRUXELLES, *Instruction publique*, II, 322).

ségrégation sociale des sexes et n'approuvent nullement l'émancipation des femmes. Ils ne défendent l'enseignement laïque des filles que dans la perspective de maintenir, voire de consolider, un modèle familial traditionnel où l'épouse a pour mission d'assurer la continuité biologique et idéologique de la famille, d'adopter et d'épauler les buts du mari. L'éducation des filles ne sert pas à leur propre épanouissement mais constitue une « mise à niveau » nécessaire pour leur permettre « de concrétiser, de simplifier, de transmettre à de jeunes intelligences la pensée de leur père »⁵⁷. Même les partisans de l'enseignement féminin n'échappent pas totalement à cette conception traditionnelle. Quand Charles Buls, alors échevin de l'Instruction publique, inaugure le Cours supérieur pour Dames de la Ville de Bruxelles le 24 février 1879, il s'empresse de préciser : « Rassurez-vous, nous ne voulons pas vous poudrer de la poussière de nos in-folios [...] mais nous savons qu'il y a parmi vous des mères qui désirent entourer leurs enfants de soins intelligents... Nous savons qu'il y a parmi vous des épouses qui veulent partager les enthousiasmes de leurs maris, vivre en communion de pensée et de goût avec le compagnon de leur vie »⁵⁸. Un homme éclairé comme Emile de Laveleye se déclare d'accord avec le recteur de l'Université de Liège, Trasenster, quand il estime que l'instruction secondaire des filles aura surtout pour conséquence d'établir « des relations sociales infiniment plus agréables... »⁵⁹. Comme lui, il considère que les diplômes des femmes ne doivent pas servir d'ouverture à la carrière et qu'elles ne doivent briguer « ni les mandats politiques, ni les emplois de la magistrature, ni les grades de l'armée, ni la plupart des fonctions civiles »⁶⁰.

L'accord tacite entre féministes et libéraux, imposé par les circonstances politiques, trouve donc sa limite et son point d'arrêt dans l'accès des femmes au travail. À la fin des années 1880, l'Affaire Popelin remet assez brutalement les pendules à l'heure : même instruites, les femmes sont priées de se consacrer à leur foyer. L'argument naturaliste prévaut pour repousser la demande de Marie Popelin à s'inscrire au Barreau, dans un attendu à la fois étonnant et limpide : au-delà de Marie Popelin, 42 ans et

57. Selon P. J. PROUDHON, *La pornocratie...*, p. 87.

58. *BLE*, 1878-79, p. 115.

59. EMILE DE LAVELEYE, « L'instruction supérieure pour les femmes », in *Revue de Belgique*, 1882 (III), p. 276-277.

60. *Ibidem*.

célibataire, la femme ne peut être avocate en raison de la faiblesse et la réserve du sexe, « la mission spéciale de l'humanité, les exigences et la sujétion de la maternité, l'éducation qu'elle doit à ses enfants »⁶¹. L'arrêt ne traduit nullement la crainte d'une concurrence entre hommes et femmes, mais bien la réaffirmation de ce que doit rester pour beaucoup de libéraux la fonction sociale des femmes : la direction intelligente et efficace de la famille.

L'Affaire Popelin marque donc la rupture d'une alliance née trente ans plus tôt. Certes, des liens personnels demeurent mais les féministes ont pris conscience qu'elles doivent s'organiser séparément. En fondant la Ligue du Droit des Femmes (1892), elles dissocient leur cause du combat précédent, même si elles n'abandonnent pas l'enseignement et investissent toujours beaucoup dans l'éducation. La Commission de l'Enseignement de la Ligue entretient des liens étroits avec la Ligue de l'Enseignement, avec Alexis Sluys, qui fait partie des deux associations. La Ligue elle-même organise des cours pour préparer l'examen d'entrée à l'université imposé aux filles par la loi sur la collation des grades universitaires du 10 avril 1890⁶² ; elle met sur pied une université féminine itinérante, fonde l'œuvre des Conférences féministes...⁶³. Mais ce programme s'insère désormais dans un programme plus large, structuré et clairement énoncé : la réforme du code civil, l'indépendance économique des femmes et leur accès aux professions libérales.

CONCLUSIONS

L'ambiguïté fondamentale de cette alliance entre féminisme et libéralisme amène certaines à l'interpréter comme un frein aux ambitions d'Isabelle Gatti : les cours « tout novateurs qu'ils fussent, s'inscrivaient encore bien dans la mentalité de l'époque ; il s'agissait certes d'améliorer l'éducation des femmes mais avant tout dans le but de leur permettre de mieux jouer leur rôle au

61. L'avocat général Van Schoor, in *Belgique judiciaire*, 3 janvier 1889. Sur cette affaire : FRANÇOISE DE BUEGER-VAN LIERDE, « A l'origine du mouvement féministe en Belgique, l'Affaire Popelin », in *RBPH*, 1972 (L), p. 1128-1137.

62. *La Ligue*, 1893, p. 104.

63. *La Ligue*, 1893, p. 138 et p. 97 ; 1894, p. 64-69.

foyer »⁶⁴.

Cette interprétation doit être fortement nuancée et replacée dans le contexte particulier de l'époque. Il n'y a alors aucune raison de bannir des programmes les matières dites féminines : économie domestique, cuisine, travaux manuels⁶⁵. La plupart des élèves qui fréquentent les Cours d'Éducation sont issues de la bonne bourgeoisie bruxelloise, appelées à se marier et à diriger leur maison. Il n'est pas question que ces femmes perdent les « pleins pouvoirs » qu'elles exercent dans la sphère privée au profit d'un hypothétique accès dans l'espace public. Gatti veut en faire des maîtresses de maison confirmées, éclairées et instruites, capables de faire face aux revers familiaux et de gérer efficacement le patrimoine familial. L'apprentissage de leur métier de future « bourgeoise » n'en est pas moins revu à la lumière d'un enseignement général qui met l'accent sur l'étude des langues étrangères, des cours de sciences naturelles, d'hygiène et d'éducation physique, visant aussi leur épanouissement intellectuel personnel.

Pour mieux apprécier l'innovation, il faut la comparer aux initiatives contemporaines, et notamment au réseau complexe d'enseignement ménager mis en place et qui confine au contraire les filles dans les tâches domestiques jugées prioritaires, dans le « sacerdoce familial », le dévouement et l'abnégation de soi comme finalité de la femme.

L'éducation nouvelle, réclamée par les quelques féministes catholiques, se montre circonspecte à l'égard de l'instruction des filles ; la comtesse Marie de Villermont prône certes une meilleure éducation pour la femme « mais toujours sans jamais perdre de vue le rôle sacré qui lui est assigné par la nature et la religion et sans la lancer de parti pris dans cette voie dangereuse et antisociale des métiers d'hommes... ce n'est pas rabaisser la femme que de dire que [sa] mission est celle de mère, d'épouse, d'éducatrice de l'enfance et de gardienne du foyer. C'est malheureusement ce

64. BRIGITTE LEURQUIN, « L'enseignement secondaire pour jeunes filles... », p. 38. Anne Morelli est encore plus sévère, estimant que Gatti aurait vu ses efforts paralysés pendant toute la période où elle dirigea les Cours d'Éducation (ANNE MORELLI, « Isabelle Gatti de Gamond hors du féminisme bourgeois », in *Sextant*, n° 1, hiver 1993, p. 57-62)

65. Notons que ces matières étaient toujours enseignées dans les sections d'humanités classiques des lycées de la Ville de Bruxelles au début des années 1960.

qu'on oublie trop et les lycées de filles, les examens et les diplômes de baccalauréat, les prétentieux programmes des institutions scolaires sont dangereux et néfastes parce qu'ils tournent la tête aux jeunes filles, leur façonne un esprit faux et pédant et feraient, si on ne s'en gardait, des générations nouvelles de « femmes-hommes » dédaigneuses de leurs vrais devoirs, ce qui serait une dépravation »⁶⁶.

De plus, à la fin du siècle, l'instruction des filles est en butte à une véritable campagne de dénigrement. Le développement des sciences positives, loin d'entamer les inégalités sexuées, vient au contraire renforcer le poids des arguments essentialistes. Jamais peut-être la société ne fait autant d'efforts pour marquer la distance entre les sexes ; la crainte de l'androgynie, la peur d'une « confusion » des sexes, inévitable si les comportements des hommes et des femmes se rapprochent, se muent en fantasme et bientôt en obsession. À l'antiféminisme plutôt philogyne véhiculé naguère par le catholicisme succèdent les nouvelles formes de la rationalité scientifique, accompagnées d'une vague d'antiféminisme nettement misogyne. Les médecins, les premiers, n'ont de cesse de prouver la faiblesse des femmes, leur infériorité par la craniologie (boîte crânienne plus petite, cerveau moins lourd : le verdict est sans appel)⁶⁷. La femme est une matrice (*tota mulier in utero*), l'homme un cerveau. Les médecins sont suivis de près par les anthropologues pour qui « la femme est à l'homme ce que l'Africain est à l'Européen et le singe à l'humain »⁶⁸. Pour Gustave Le Bon, qui fait autorité au tournant du siècle, les femmes intelligentes sont en quelque sorte des monstres, des cas aussi exceptionnels « qu'un gorille à deux têtes et par conséquent, négligeables »⁶⁹. Le positivisme d'un Auguste Comte affirme la hiérarchie des sexes, le darwinisme renforce l'idée qu'une différenciation sexuelle poussée caractérise les espèces évoluées.

Ce ne sont ni des anecdotes ni des boutades : le climat tout

66. COMTESSE MARIE DE VILLERMONT, *Le mouvement féministe. Ses causes. Son avenir. Solution chrétienne*, Paris, t. 1, 1900, p. 54.

67. Sur cet aspect, on consultera l'ouvrage désormais classique de YVONNE KNIBIEHLER, en coll. avec CATHERINE FOUQUET, *La femme et les médecins*, Paris, Hachette, 1983.

68. Paul Topinard (1873) cité dans CHRISTINE BARD, « Les antiféministes de la première vague », in *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 44.

69. *Ibidem*.

entier baigne dans la volonté de restaurer une société d'ordre, qui passe par la collaboration des classes comme par la complémentarité des sexes. L'analyse des remous sociaux qui ébranlent la société passe en dernier ressort par l'ordre moral ; la femme dans son foyer, restaurant par sa présence la première cellule de la société, redevient une composante indispensable. En littérature, la misogynie atteint des sommets et les romans de fiction reflètent les pires craintes de la société⁷⁰. Si ce courant ne revêt pas en Belgique les mêmes dérives qu'en France, il y connaît néanmoins une vigueur remarquable et produit des œuvres dont « la violence et la virulence de la misogynie [...] surprennent le lecteur d'aujourd'hui »⁷¹.

C'est sur cette toile de fond que s'inscrivent le premier féminisme et les résultats de l'enseignement secondaire pour filles. Elle explique à la fois la prudence et la modération du mouvement, en butte à de fortes pressions sociales, et les obstacles qu'il rencontre à chaque pas. Alors que les filles sont censées être sans cervelle, Gatti veut imposer un modèle identitaire de femmes cultivées. Au vu des listes d'élèves, il est clair qu'elle « forma plusieurs générations de femmes solidement instruites, à l'esprit libre et large qui, depuis, ont fait bonne souche »⁷².

L'État lui-même est gagné par le mouvement sous le dernier ministère libéral : la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement secondaire prévoit non seulement d'augmenter le nombre d'établissements pour garçons, mais surtout de créer 50 écoles moyennes pour filles, mesure qui peut nous sembler bien modeste mais qui n'en révolutionne pas moins l'organisation du réseau secondaire officiel⁷³.

Mais Isabelle Gatti ne se contente pas de former des bourgeoises éclairées. Elle suscite aussi une élite de femmes professionnelles qui constituent le véritable fer de lance du

70. Voir notamment : MIREILLE DOTTIN-ORSINI, *Cette femme qu'ils disent fatale*, Paris, Grasset, 1993.

71. PIERRE VAN DEN DUNGEN, « L'écriture et les femmes en Belgique au tournant du siècle », in *Sextant*, n° 6, 1996, p. 82-83.

72. « Eloge funèbre [d'Isabelle Gatti] » in *Questions sociales, Morale et Philosophie*, Bruxelles/Paris, 1907, p. 17.

73. JEFFREY TYSENS, « L'enseignement moyen jusqu'au Pacte scolaire : structuration, expansion, conflits », in DOMINIQUE GROOTAERS (dir.), *Histoire de l'enseignement en Belgique*, Bruxelles, CRISP, 1998, p. 232-233.

féminisme laïque. Dès 1877, un Cours normal appliqué est créé, suivi d'une section pour régentes en 1879. En 1891, la section supérieure préparant à l'université est fondée. Tout est conçu pour donner aux filles une formation aussi poussée que celle des garçons : sur les 28 heures de cours prévues au programme (31 en été), les branches dites féminines n'en occupent que trois.

Beaucoup de ces « nouvelles » femmes, enseignantes ou premières universitaires, engagées dans une carrière et désireuses de valoriser un diplôme conquis de haute lutte, poursuivront l'œuvre de Gatti (Henriette Dasbeek, Lilly Carter, Cornélie Nourry...). Elles succèdent ou prennent la direction d'autres établissements (Mme Van Molle-Lefever, Flore de Winter, Mélanie Janssens...). On est frappé du nombre d'anciennes « gatticiennes » à la Ligue du Droit des Femmes. Elles forment aussi un petit cénacle d'intellectuelles avant la lettre, dont beaucoup se consacrent à l'écriture : Marie Closset, Blanche Rousseau, Marguerite Van de Wiele, Marguerite Coppin...⁷⁴.

Les résultats engrangés sont indéniables, à la fois pour l'histoire de l'enseignement et pour celle du féminisme. L'appui du parti libéral, conjoncturel et fortement lié aux circonstances politiques, aura servi de tremplin à un projet que des femmes n'auraient pu défendre seules, car elles n'étaient pas admises dans les lieux de pouvoir et de décision et leur rêve égalitaire n'était partagé que par bien peu de personnes. L'appui qu'elles obtinrent s'inscrivit dans des limites très précises, celles de la famille traditionnelle et de la primauté du chef de famille. En dehors de quelques hommes réellement acquis à la cause (Hector Denis, Henri La Fontaine, Emile Vandervelde ... venus du libéralisme et passés au socialisme), beaucoup restaient attachés à la distribution traditionnelle des rôles⁷⁵, même s'ils acceptaient l'épanouissement intellectuel de la femme en tant qu'individu. Un quart de siècle après la fondation de l'École Bisshoffheim, lors de la commémoration de cet événement, Auguste Couvreur affirmait toujours que « La femme est la clé de voûte de la famille... Une société idéale serait celle où le mari seul pourvoirait aux besoins de

74. Ce milieu a fait l'objet d'une intéressante recherche par Pierre van den Dungen. PIERRE VAN DEN DUNGEN, « Parcours singuliers de femmes de lettres », *Sextant*, n° 13-14, 2000, pp.189-210.

75. Ainsi Anna Amoré, qui avait enseigné la géographie chez Gatti avant d'épouser Paul Janson, cessa de travailler en se mariant (LÉON DELANGE-JANSON, *Paul Janson*, Bruxelles, t. 1, 1962, p. 153). On peut certainement multiplier les exemples.

sa compagne et de ses enfants »⁷⁶.

76. Texte original du discours conservé dans les archives de l'Ecole et cité par VIVIANE STARCK, *op. cit* , p. 36.